

*Les subsides*

Au moment de la pause, j'étais en train de remettre les choses en place, car le très honorable chef de l'opposition a donné l'impression, que ce soit intentionnel ou non, de rejeter sur le gouvernement tout le blâme pour les difficultés que nous connaissons dans le domaine agro-alimentaire, ce qui ne se justifie aucunement. Au cours de ces 13 mois de pouvoir, je pense que nous nous sommes comportés de façon fort responsable. Nous avons adopté plus de mesures législatives sur l'agriculture au cours des huit derniers mois de séance à la Chambre que le gouvernement antérieur ne l'avait fait en huit ans. Nous avons pris plus d'une centaine d'initiatives qui représentent au total près de 2 milliards de dollars. Le public peut constater tout ce que nous avons fait et je suis certain que d'autres députés des deux côtés de la Chambre commenteront la liste de nos réalisations.

Je tiens à signaler qu'au début des années 70, et nul besoin de rappeler à la Chambre que nous n'étions pas au pouvoir à l'époque, les experts de l'industrie agro-alimentaire se réunissaient ici même au Canada, en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde pour faire des prédictions et consulter leur boule de cristal au sujet de l'avenir de ce secteur.

Ensemble, en essayant de voir ce qui se passerait à la fin des années 70, pendant les années 80 et peut-être même plus tard, ils avaient conclu que certaines situations se présenteraient. Collectivement, ils avaient prédit que les taux d'intérêt resteraient stables, mais, bien entendu, ils s'étaient trompés. Ils avaient dit que les prix de l'énergie resteraient stables, mais ils s'étaient trompés là aussi. Ils avaient dit que les coûts de production agricoles resteraient stables et nous avons depuis constaté qu'ils avaient encore fait fausse route. Ils avaient dit que, vers la fin des années 70 et pendant les années 80, le prix des denrées agricoles battrait tous les records. Nous savons tous que le prix de ces denrées a rarement été plus faible qu'il ne l'est maintenant. Ils avaient aussi signalé que, en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, nous aurions peut-être 10 ou 15 ans de pénurie de denrées alimentaires. En effet, ils se sont trompés également sur ce plan puisque, au Canada et sur tout le continent nord-américain, ainsi que dans certains des principaux pays producteurs de denrées alimentaires, nous ne sommes pas à l'ère des pénuries, mais bien des excédents. Même s'il existe certains mécanismes de marchés qui nous aident à mieux fixer le prix des denrées, cela reste difficile. Dans la plupart des cas, c'est le principe de l'offre et de la demande qui joue.

Les gouvernements précédents ont examiné ces observations et appuyé ces conclusions. Ils ont également joué un rôle, surtout le gouvernement fédéral et les exemples sont nombreux à cet égard. Je n'ai rien à reprocher à mon prédécesseur que je connais depuis longtemps. Cependant, si quelqu'un a des doutes et retrouve ses discours pour les lire, il constatera qu'il avait annoncé à l'époque que nous connaîtrions une période de vaches grasses, que les coûts de production resteraient stables

et que le prix des denrées serait élevé. Au nom du gouvernement, il exhortait les gens à investir et à accroître la production. Il a déclaré que les personnes qui le feraient en seraient largement récompensées.

● (1410)

Je tiens à faire ces remarques parce qu'à cette époque, la recommandation concernant les conditions qui devaient régner au cours des années 70 et 80 a reçu en partie un appui enthousiaste, et ce, tout à fait ouvertement et publiquement. Malheureusement, au cours de cette période, le gouvernement précédent a donné de faux espoirs à l'industrie agro-alimentaire, ce qui a créé de sérieuses difficultés à un grand nombre d'agriculteurs canadiens.

Le très honorable chef de l'opposition a fait une autre remarque qui est injuste. S'il connaissait la vérité, il ne l'aurait sans doute pas faite. Il a parlé des mesures prises par le gouvernement à l'égard des importations de bœuf fortement subventionné de la CEE. Cette remarque m'a sidéré. Il a dit, je crois, que par notre faute, les importations de bœuf de la CEE avaient triplé ou quadruplé, ou quelque chose de ce genre. Ce n'est pas vrai. Je rappelle à l'honorable représentant que c'est son gouvernement, dont il était premier ministre à l'époque qui n'a rien fait, et c'est pourquoi les importations de bœuf des pays de la CEE ont atteint 50 millions de livres au Canada. L'année précédente nous en avions importé 13 millions de livres, alors que deux années auparavant les importations ne s'étaient élevées qu'à un million de livres. S'il y a eu négligence ce n'est sûrement pas le gouvernement actuel qui l'a commise mais plutôt le gouvernement précédent, à l'époque où le très honorable chef de l'opposition a été premier ministre. Nous savons maintenant qu'aucune mesure n'a été prise.

Nous avons dit que si nous étions élus, nous invoquerions la loi sur les importations de viande. Ce qui a été fait dans les deux cas. Nous avons invoqué la loi le 21 décembre dernier pour négocier une entente avec la CEE si bien que cette année, tout au plus 23 millions de livres de bœuf très subventionné entrèrent au Canada, c'est-à-dire moins de la moitié de l'an dernier. Nous ne laissons pas tomber les producteurs de bœuf, nous assumons nos responsabilités en prenant l'initiative de contrôler les importations.

Par ailleurs, certains auraient affirmé, ce n'est pas le chef de l'opposition officielle, et ces propos ont été rapportés dans la presse agricole, que quelque 300 millions de livres de bœuf seraient importées. Absurde et inexact! Nous avons dit que nous invoquerions la loi et ce fut fait. Nous avons négocié avec la CEE l'importation de 23 millions de livres comparativement aux 50 millions de l'an dernier. Si nous avons adopté l'attitude du gouvernement précédent, ce ne sont pas 23 millions de livres qui seraient entrées au Canada, mais 80, 90, qui sait, peut-être 100 millions de livres de ces pays.